

La Paix et la Sécurité en RD Congo : Un chantier ouvert

 Dieudonné MAMPASI Kapita, S.J.

 Jésuite. Rédacteur en chef adjoint de *Congo-Afrique*
E-mail : kadima5009@yahoo.fr

La commémoration du cinquantenaire des indépendances africaines est l'occasion pour revenir sur les grands chantiers du continent jamais entamés ou restés inachevés : le développement humain ; la mise en place des équipements et des infrastructures de base ; la création des institutions politiques, socio-économiques et culturelles utiles, solides et stables, etc. Celui de la paix et de la sécurité en est incontestablement un du genre pour la RD Congo. La paix et la sécurité : le couple fatal, une chimère dont la poursuite aura coûté ces dernières années la vie à près de 6 millions de Congolais.

Pourtant, la paix et la sécurité ne sont pas tout bonnement un chantier quelconque. Car c'est le chantier qui conditionne la mise en place de tant d'autres. Il en est une condition de possibilité. D'où sa nécessité. C'est l'attente de tout homme de bon sens en direction de l'homme politique que la paix et la sécurité soient au centre de toute action politique. On comprend aussi qu'elles soient négativement la cible de toute action déstabilisatrice. Qui veut pêcher en eau trouble a grand intérêt pour le grand désordre et l'insécurité.

En RD Congo la paix et la sécurité sont des enjeux séculièrement problématiques, au point que, dans un cynisme inégalable, d'aucuns identifient depuis toujours le destin de ce géant continental avec l'anarchie et l'insécurité, convaincus que c'est dans la nature même du Congolais. On se souvient de la célèbre nouvelle de Joseph Conrad *Au cœur des ténèbres* (de l'original anglais *Heart of Darkness*) dans laquelle il raconte l'histoire d'un officier de la marine marchande remontant le grand et majestueux fleuve Congo pour retrouver « au cœur des ténèbres » Fritz, un directeur de comptoir et collecteur d'ivoire, dont la démente et les derniers mots évoquent une insupportable horreur. Joseph Conrad écrit en réalité pour attirer l'attention des Occidentaux sur le drame que vivaient les Congolais de l'époque sous le roi des Belges Léopold II. Mais voilà, c'est cela le Congo : « un vide moral avec la barbarie pour toute loi », pour reprendre les mots du romancier Ronan Bennett ; un pays que l'on identifie tranquillement avec des réalités telles que la violence, la guerre, la maladie, le banditisme d'Etat, la kleptocratie.

Cette image que l'imaginaire colle à la RD Congo, révoluse. Mais l'histoire concrète de ce grand pays tourmenté semble y donner raison. Nous le savons tous, à peine l'indépendance politique acquise, la paix et la sécurité s'imposèrent comme le défi à relever. Le suédois Dag Hammarskjöld, alors secrétaire de l'ONU qui consacra son mandat à agir pour la paix dans le monde, fut immolé ce 18 décembre 1961 sur le feu de l'enfer de la crise congolaise, aggravée par la sécession du Katanga. Et depuis lors, la dynamique de l'anarchie et de l'insécurité s'est développée dans une double direction : celle de l'importation à partir des décisions politiques faisant un usage irresponsable de la géopolitique régionale, qui a vu des groupes rebelles surgir non pas de l'intérieur du pays mais importées des pays voisins ; et celle de la barbarie qui va jusqu'à utiliser le viol et les violences sexuelles comme arme de guerre, après avoir enrôlé et formé à la guerre des innocents enfants. Tout cela dans des relations bien opaques et concussions entre milieu des affaires et la politique. Mais il faut

sortir de la logique infernale et mortelle qui confond les intérêts et pervertit la raison. Il faut cesser avec l'incurie politique.

La paix est un bien commun de l'humanité et doit être au service de l'homme, de son bien être et de son accomplissement. Ce message de l'encyclique *Populorum Progressio*, le Père Ferdinand Muhigirwa SJ nous le fait entendre encore dans son étude sur *Les enjeux de la paix et du développement en Afrique et en RD Congo à travers Populorum Progressio*. Paix et développement sont essentiellement liés : « la paix est la condition sine qua non de tout développement et, le développement (...) doit inclure la paix comme une forme de justice parmi les hommes ».

Un développement pleinement humain doit embrasser tous les aspects de l'homme comme individu et comme être social. Malheureusement, le libéralisme prévalant ne favorise que le modèle économique du développement, créant « le scandale des inégalités criantes » que l'on connaît, et qui mettent en péril la paix et compromettent le développement qu'il devait servir. Travailler à un développement qui ne se limite pas uniquement à l'aspect économique, mais intègre à l'économie des secteurs aussi variés que le politique et le socioculturel, c'est véritablement travailler à éviter les conflits, la violence et la guerre, qui nient la paix parmi les hommes et leur sécurité. Le combat pour le développement est donc un engagement pour la paix.

Il faut donc moraliser la politique et l'économie, pour que le développement économique soit aussi établissement de la paix et de la sécurité sociale, et de la stabilité politique. En effet, comme l'a dit le Pape Jean XXIII, la paix est un « ordre qui repose sur la vérité, se construit selon la justice, reçoit de la charité sa vie et sa plénitude et enfin s'exprime efficacement dans la liberté » (*Pacem in terris*, 167). « La paix n'est donc pas le résultat des négociations, des compromis politiques ou des manœuvres économiques ». Elle est finalement l'établissement d'un ordre divin qui comporte une justice plus parfaite entre les hommes (PP 76).

Cette vision de la paix et du développement nous aide à saisir les enjeux du conflit qui s'est installé dans la partie Est de la RD Congo, un conflit transnational et à plusieurs niveaux, dont les « dynamiques régionales ont évolué vers une spirale de mort et de destruction ». Kris Berwouts dans son article sur les *Facteurs et acteurs du conflit ; l'enjeu de la bonne gouvernance* nous en livre une intelligence qui montre que la bonne gouvernance politique est en jeu. En effet, les facteurs et acteurs de ce conflit sont connus. Puisque l'absence de paix et de sécurité dans notre pays est de toute évidence liée à l'absence d'un l'Etat fort, il faudrait surtout de la volonté politique qui vise à restaurer son autorité aussi bien réelle que morale, non pas de manière autoritaire et autocratique, mais par une prévoyante et efficiente gouvernance politique, qui tire profit « des opportunités pour le multilatéralisme » aussi bien au niveau régional qu'international, et qui s'engage à « bâtir la démocratie d'en bas ».

La situation à l'Est de la RD Congo est d'une gravité telle que l'on trouvera dans cette livraison de *Congo-Afrique* quatre autres analyses et réflexions qui y sont liées. Dans celle du Père Rigobert Minani SJ sur *La construction de la paix en RD Congo : un chantier toujours inachevé*, nous trouvons une analyse montrant la complexité des situations et qui permet de comprendre pourquoi l'engagement pour la paix à l'Est de la RDC est une quête inachevée. Elle relève les facteurs et les acteurs qui l'ont favorisé et qui l'alimentent encore en montrant la nécessité de l'action politique responsable pour y mettre fin.

Dans son article faisant l'*Etat des lieux de la Paix et de la Sécurité dans la région des Grands Lacs*, Mr Baudouin Hamuli Kabarhuza relaie la même problématique du conflit à l'Est de la RDC. Dans une perspective régionale et une approche qui « veut relever quelques indicateurs de paix par pays au niveau de la sécurité nationale, mais aussi de la sécurité publique », il en reconnaît la caractéristique d'expansion transnationale en même temps que les processus de paix internes initiés afin d'y mettre un terme. Hélas, ces processus de paix dans les différents pays de la région semblent oublier les causes profondes qui génèrent les conflits et laissent encore des menaces sérieuses aussi bien en RDC que chez ses voisins : Burundi, Rwanda, Ouganda et le Soudan.

MAMPASI Kapita Dieudonné, S.J.